

BTS ASSURANCE
CORRIGE DU CAS ROBIN
SESSION 2018

| | | | |
|--------------|--|-------------|-----|
| Session 2018 | Épreuve E5.1 | Coefficient | 4 |
| ASE5BR | Techniques d'assurance - assurance de biens et de responsabilité | page | 1/8 |

PREMIER TRAVAIL 38 POINT

► Les faits : Le véhicule de M. Robin a été percuté par un autre véhicule, arrivant en sens inverse et qui s'est déporté sur la voie de gauche.

Cet accident a occasionné des dommages matériels (les 2 véhicules sont hors d'usage)

1.1 Vérifiez si le contrat automobile de votre assuré, Victor ROBIN, est en cours au moment du sinistre. Justifiez votre réponse. 10 POINTS

M. Robin est titulaire d'un **contrat auto** n°28596321 **souscrit** le 31/12/2013 avec une prise d'effet le 01/01/2014. (Contrat à tacite reconduction) **1 point**

M Robin n'a pas payé sa cotisation à l'échéance, une lettre de mise en demeure lui a été envoyée le 6 février 2017

Fondement juridique pour non-paiement de prime :

Art L 113-2 du CA : obligation de paiement de la prime par l'assuré à l'échéance

Article L113-3 CA 1 point : LMD au plus tôt 10 jours après l'échéance, suspension 30 jours après **1 point**, résiliation 10 jours après la suspension.

Remise en vigueur du contrat le lendemain à midi du j du paiement si régularisation pendant la période de suspension **1 point**

En l'espèce :

Non-paiement de la cotisation à l'échéance du 1^{er} 01 2017 1 point

Mise en demeure en recommandé le 6 février 2017 soit plus de 10 jours après **1 point**

Conséquences : **suspension des garanties**, le 8 mars 2017 (accepter le 6 ou 7 mars) (30 jours après la mise en demeure) **1 point**

Paiement le 10 mars 2017 donc : **remise en vigueur** le 11 mars 2017 à 12h (paiement + 1j à 12h) (accepter toute **date antérieure à l'accident**) **1 point**

Accident le 14 mars 2017, **le contrat n'est plus suspendu 1 point**

La garantie est due ou le contrat est en cours. 1 point

1.2 Déterminez le droit à indemnisation de votre assuré en droit commun.

► Fondement juridique de droit commun : la loi Badinter du 5 juillet 1985

* Vérification de l'application de la **loi Badinter** ou loi du 5 juillet 1985 **1 point**

Conditions d'application

Il faut 4 éléments pour que la loi s'applique (**article 1** ou L211-8 CA) : **1 point**

- un VTM

- un accident de la circulation

- une victime de dommages

- l'implication du VTM

2 points : 0,5 par condition

| | | | |
|--------------|--|-------------|-----|
| Session 2018 | Épreuve E5.1 | Coefficient | 4 |
| ASE5BR | Techniques d'assurance - assurance de biens et de responsabilité | page | 2/8 |

En l'espèce, il y a bien au moins un VTM, la Golf de notre assuré, une victime de dommages matériels, le conducteur notre assuré. Le VTM est impliqué puisqu'il y a un choc direct avec un autre véhicule. **2 points : 0,5 par vérification**

Il s'agit bien d'un accident sur une route ouverte à la circulation lieudit « La grenouillère » sur la commune de Crozon FRANCE

Solution : La loi Badinter s'applique. 0,5 point

* Droit à indemnisation de M Robin pour ses dommages matériels

Fondements juridiques

Le régime d'indemnisation des conducteurs est défini par **l'article 4 ou 5 de la loi Badinter. 1 point**

La faute du conducteur a pour effet de **limiter ou exclure son droit à indemnisation** pour ses dommages aux biens. **1 point** La faute du conducteur est appréciée par rapport au code de la route

En l'espèce M. Robin a été percuté par l'autre véhicule qui s'est déporté sur la voie de gauche. Il **n'a donc commis aucune faute** par rapport au code de la route **1 point**

Il doit être intégralement indemnisé de ses préjudices matériels (droit à indemnisation intégral). **0,5 point**

1.3 Vérifiez si la convention IRSA s'applique. Justifiez votre réponse. 4,5 points

La convention IRSA

* Conditions d'application

- au moins 2 VTM impliqués : celui de M Robin et celui de Mme Leprat
- des dommages matériels : les véhicules sont hors d'usage
- deux assureurs adhérents : les ASSURANCES Jestin et ASSURTOUT adhèrent
- accident de la circulation en France, dans les DOM ou à Monaco : au lieudit « La grenouillère » sur la commune de Crozon FRANCE

2 points pour les conditions : 0,5 par condition et 2 points pour les vérifications : 0,5 par vérification

La convention IRSA s'applique 0,5 points :

1.4 Expliquez la procédure d'indemnisation des dommages matériels de monsieur Victor ROBIN en précisant le montant de l'indemnité à lui verser. 6,5 points

Cette convention prévoit la prise en charge du sinistre par l'assureur direct (assureur de la victime) selon le droit à indemnisation de son assuré victime. **1 point**

En l'espèce, notre assuré dispose d'un droit à indemnisation intégral pour tous ses dommages matériels **1 point**

Conclusion : nous (ASSURANCES JESTIN) l'indemniserons donc intégralement en application du droit commun. **1 point**

| | | | |
|--------------|--|-------------|-----|
| Session 2018 | Épreuve E5.1 | Coefficient | 4 |
| ASE5BR | Techniques d'assurance - assurance de biens et de responsabilité | page | 3/8 |

Au regard du rapport d'expertise rédigé le 18 mars 2017, le véhicule est économiquement non réparable **0,5 point** (montant des réparations 1207,94 TTC > VRADE 500 € TTC) **0,5 point**. Une procédure VEI est mise en place. **0,5 point**

M. Robin a donc le choix entre :

- céder son véhicule (indemnisation en perte totale avec cession du véhicule à l'assureur) à notre société d'assurance
- le conserver selon les dispositions du Code de la route

D'après le rapport d'expertise nous apprenons que **notre assuré a accepté de nous céder son véhicule** le 17 mars 2017 **1 point**

Un certificat de non gage est émis le 20.04.2017, nous pourrions donc indemniser M.Robin :

Conclusion : **notre indemnité est de la VRADE, soit 500 € 1 point**

1.5 Déterminez et justifiez le recours à exercer. 7 points

Fondement : Dans le cadre de la convention IRSA, le recours est fondé sur les cas du barème et sur l'assiette de recours.

Détermination du cas du barème

Cas 20 barème IRSA **1 point** : les 2 véhicules circulent en sens inverse, un véhicule empiète ou franchit l'axe médian.

C'est le cas ici Mme Leprat se déporte sur la voie de gauche et percute notre assuré dans sa voie de circulation **1 point (soit pour justification du cas 20 ou application à l'espèce)**

M. Robin : 0, Mme. Leprat **1 point**

Conclusion : nous pourrions faire un recours intégral contre ASSURTOUT

Recours à exercer

Fondement : D'après l'art 2.2 lorsque la procédure VEI s'applique, **l'assiette est constituée par la VRADE 1 point**

D'après **article 3.1** les règles du **recours forfaitaire** s'appliquent aux accidents même sans collision entre **deux véhicules** et deux seulement, dès lors que **l'assiette du recours** hors taxes, déterminée conformément aux 2.1 et 2.2 est **inférieure** ou égale, avant détermination du droit à recours conventionnel, **à 6500 € en Annexe 2. 1 point**

D'après l'annexe 2, le forfait est de 1420€ pour les accidents en 2017

En l'espèce **l'assiette est de 500 €, inférieure au plafond de 6500 € HT 1 point**

Recours forfaitaire de 1420 € exercé par l'assureur de M. Robin contre l'assureur de M. Le Prat **1 point**

| | | | |
|--------------|--|-------------|-----|
| Session 2018 | Épreuve E5.1 | Coefficient | 4 |
| ASE5BR | Techniques d'assurance - assurance de biens et de responsabilité | page | 4/8 |

Deuxième travail : Sinistre Incendie

Rappel des faits : monsieur ROBIN, propriétaire occupant, a souscrit un contrat multirisque habitation formule classique avec option rééquipement à neuf auprès des Assurances JESTIN à effet du 01/06/2009 pour sa maison située 27 rue CHAILLOT à Brest.

Le 1er juillet 2017, alors que Monsieur ROBIN est sorti saluer son voisin devant chez lui en laissant un plat mijoter sur sa gazinière, un incendie se déclare, endommage la cuisine et l'entrée de celui-ci et se propage au auvent attenant du voisin.

Question 2.1 : Justifiez la prise en charge des dommages subis par Monsieur Victor

ROBIN: 6 points

On considère que le contrat multirisques habitation de M. ROBIN est **en cours** au jour du sinistre. **1 point**

Le sinistre doit être déclaré dans les 5 jours ouvrés. Selon l'art L 113-2 du code des assurances

En l'espèce le sinistre a eu lieu le 1er juillet 2017, il a été déclaré le 6 juillet 2017 soit 5 jours après sa survenance. **1 point (pour règle + application, y compris pour les candidats qui n'auraient vérifié que dans le 1^{er} dossier)**

L'expert nous indique que le risque est conforme à la déclaration initiale.

Les dispositions contractuelles :

Le contrat couvre l'incendie : ie la combustion avec flammes en dehors d'un foyer normal selon les CG. **1 point** ainsi que les mesures de sauvetage conformément à l'article L122-3 du CA.

En l'espèce : l'assuré a laissé des objets près de la cuisinière en marche, **ils se sont enflammés, ce qui a provoqué un incendie 1 point**

La formule classique comprend la garantie incendie 1 point

La garantie incendie **est acquise** pour les dommages de M ROBIN **1 point**

Question 2.2 Calculez le montant de l'indemnité due à votre assuré et précisez les modalités d'indemnisation. 16 points

Modalités d'indemnisation :

Formule classique avec **option rééquipement à neuf 1 point** quel que soit l'endroit où cela figure

Les conditions générales mentionnent une indemnisation en valeur de reconstruction à neuf (accepter valeur à neuf) **pour les dommages immobiliers et mobiliers**

L'indemnisation se fera en deux temps 1point :

- règlement immédiat **vétusté déduite 1 point**

- un règlement différé **de la vétusté 0,5 point** sous conditions de **justificatifs de réparations dans les deux ans. 0,5 point:**

- **Sans limite** pour les dommages immobiliers et pour les meubles **0,5 point**

- **Sans limite** pour les appareils électriques et les vêtements de moins de 7 ans **0,5 point**

En l'espèce la gazinière qui date de 2014 et le linge (vêtements) qui datent de 2015 ont moins de 7 ans **1 point**

| | | | |
|--------------|--|-------------|-----|
| Session 2018 | Épreuve E5.1 | Coefficient | 4 |
| ASE5BR | Techniques d'assurance - assurance de biens et de responsabilité | page | 5/8 |

Les objets d'une valeur > à 1015 € indexé soit $1015 \times 932,7 / 799,4 = 1184,25$ sont des objets de valeur **0,5 point**

Le tableau perdu est bien un objet de valeur.

Ils sont estimés au prix de vente publique sur estimation d'un commissaire-priseur **0,5 point**.

Plafonds de garantie : le contrat (plafonds sauf mention contraire et franchise) est indexé **0,5 point**
L'indice au jour de la souscription est de 799,4 et l'indice au jour du sinistre est de 932,7.

Le capital mobilier souscrit au 8 juillet 2009 est de 55 000 €

Montant des capitaux mobiliers assurés au jour du sinistre est : $55\,000 \times 932,7 / 799,4 = 64\,171,25$ €
1 point

Objets de valeur : plafond 5 500 soit **6417,13 €** indexé **1 point**

Franchise = **120 €**. $120 \times 932,7 / 799,4 = 140,01$ (accepter 140 €) **1 point**

Calcul de l'indemnité revenant à Monsieur ROBIN :

Indemnité immédiate (d'après le rapport d'expertise)

| | Valeur vétusté déduite |
|---|------------------------|
| Biens immobiliers et mobiliers 1 point | 8 253,50 |
| Tableau 1 point | 1 690,00 |
| TOTAL | 9 943,50 |
| FRANCHISE 1 point | 140,01 |
| INDEMNITÉ IMMÉDIATE 0,5 point | 9 803,49 |

Indemnité différée :

L'assuré percevra une indemnité différée : sur justificatifs dans un délai de 2 ans

| | Vétusté récupérable |
|---|---------------------|
| Biens Immobiliers et Biens mobiliers | 2 171,50 |
| TOTAL INDEMNITE DIFFEREE 1 point | 2 171,50 |

L'indemnité totale est de **11 974,99 €** **0,5 point**

Plafonds non atteints 0,5 point

Question : 2.3 Analysez la responsabilité de M. Robin pour les dommages causés à son voisin **9 points**

L'incendie a causé des dommages matériels au voisin.

Il n'existe pas de contrat entre le client et son voisin, **la RC est extra contractuelle** (accepter quasi-délictuelle) **1 point**

Principes applicables et garantie concernée :

L'article 1242 alinéa 2 du code civil (accepter 1384 al. 2) **1 point** (si pas d'alinéa, pas de point)
s'applique si :

- Un incendie a pris **naissance dans le bien gardé 0,5 point**
- **Communication d'incendie 0,5 point**
- **La victime doit prouver la faute du gardien 1 point**

Moyen d'exonération : cause étrangère (force majeure, fait d'un tiers, faute de la victime) **1 point**

En l'espèce :

L'incendie a pris naissance dans la maison de M. ROBIN et s'est propagé à l'auvent attenant de son voisin M Bertrand. **1 point**

M. Robin a laissé un objet inflammable près d'une source de chaleur (brûleur gazinière).

Il s'agit **d'une faute d'imprudence** : Défaut de surveillance du plat laissé en chauffe qui est à l'origine du sinistre **1 point**. Il ne peut invoquer aucun moyen d'exonération. **1 point**

Monsieur ROBIN est responsable **1 point**

2.4 Déterminez si la société d'assurance ASSURTIX, assureur du voisin, peut exercer un recours à votre encontre. Si oui, justifiez le montant de ce recours sachant que les 2 sociétés d'assurance adhèrent à la convention de renonciation de recours annexée :

Le client dispose de la Garantie RC vis-à-vis des voisins et des tiers qui prend en charge le recours que l'assuré peut subir de la victime sur le fondement de 1242 du c.Civ **1 point**
Avec un plafond de 10 000 000 €.

Le principe de la subrogation légale : **1 point**

Cette action est prévue par l'article **L 121-12 du Code des Assurances** **1 point** pour les **prestations indemnitaires**.

L'assureur qui a payé une indemnité à son assuré, prend les droits de ce dernier contre l'auteur responsable du sinistre.

Les conditions d'exercice de l'action subrogatoire :

- L'assureur de dommages aux biens **doit justifier du paiement effectif**, auprès de la victime, de la somme réclamée **1 point**
- **La responsabilité de l'assuré doit être établie** : L'assureur du voisin doit apporter la preuve de la responsabilité. **1 point**
- **L'action en RC ne doit pas être prescrite. (5 ans)** non exigé

Limite : le recours est limité à la prestation versée et à la dette du responsable **1 point**

Les sociétés qui adhèrent à la **convention de renonciation à recours** en VAN ne peuvent faire un recours que pour la valeur d'usage (ou renoncent à faire un recours sur le rachat de vétusté). **1 point**

En l'espèce :

L'assureur Assurtix **a indemnisé** **0,5 point** M Bertrand pour 1923,75 € en VAN sans franchise soit **1539 € vétusté déduite. 0,5 point**

La responsabilité de M Robin est établie cf Q2.3. **0,5 point**

Les sociétés adhèrent à la convention de non recours **0,5 point**

Conclusion :

ASSURTIX est en droit d'exercer un recours envers nous **1 point**

Le montant du recours sera de 1539 € **1 point**

| | | | |
|--------------|--|-------------|-----|
| Session 2018 | Épreuve E5.1 | Coefficient | 4 |
| ASE5BR | Techniques d'assurance - assurance de biens et de responsabilité | page | 7/8 |

BAREME SUR 80 POINTS

Travail 1 : 40 points

Travail 2 : 40 points

| | | | |
|--------------|--|-------------|-----|
| Session 2018 | Épreuve E5.1 | Coefficient | 4 |
| ASE5BR | Techniques d'assurance - assurance de biens et de responsabilité | page | 8/8 |